



## Profil de référence d'économie des ménages (méthodologie HEA) Zone Urbaine de la Ville de Niamey (Niger)

Juillet 2015



Ce profil a été réalisé du 24 Mai au 26 Juin 2015 dans la zone Urbaine de la ville de Niamey. L'étude a été pilotée par **Nora Lecumberri** consultante du **Food Economy Group** avec l'appui technique de **Abdourahamane Kadaf** team leader de l'étude et sous la supervision de la coordination technique régionale du projet HEA-Sahel.

## **Remerciements**

L'auteur de ce rapport tiens à remercier, en premier lieu, toute l'équipe de collecte de données qui ont travaillé de façon consciencieuse et enthousiaste, spécialement lors des premiers jours du Ramadan, pour accomplir la difficile tâche de collecte de données en milieu urbain pendant un des mois les plus chauds de l'année. Une mention spéciale est dirigée aux deux chefs d'équipe sans lesquels le travail aurait été presque impossible. Elle remercie également les autorités locales (le personnel des différentes mairies et les chefs de quartier) qui ont appuyé la réalisation du travail et la mobilisation de la communauté, ainsi que les communautés elles-mêmes pour leur accueil, leur temps et leur patience. Ses remerciements vont aussi à Save the Children International, au bureau régional et au bureau pays du Niger, pour leur intérêt continu au projet et leur appui administratif, logistique et technique. Et finalement, de vifs remerciements sont adressés à USAID pour leur appui financier, indispensable pour le déroulement de cette étude.

## Table de matières

Liste sigles et abréviations .....	4
Résumé des principaux résultats .....	5
<i>I. Contexte et justification de l'étude</i> .....	6
Structure du rapport .....	6
<i>II. Méthodologie</i> .....	7
Cadre d'analyse – la ligne de base HEA .....	7
Échantillonnage .....	8
Année de référence et année de consommation .....	8
Difficultés .....	9
<i>III. Zonage</i> .....	9
<i>IV. Profil urbain</i> .....	12
1. Description de la zone .....	12
3. Les marchés .....	14
4. Calendrier saisonnier .....	15
5. Historique .....	16
6. Catégorisation socioéconomique .....	17
7. Sources de nourriture .....	18
8. Niveau de revenus annuels .....	19
9. Postes de dépenses .....	21
10. Aléas et stratégies d'adaptation .....	23
11. Recommandations .....	23
<i>Annexe 1 - Echantillonnage</i> .....	25
<i>Annexe 2 – Processus terrain</i> .....	27
<i>Annexe 3 – Equipe</i> .....	28
Figure 1. Prix du riz et du maïs à travers 4 marchés situés à l'intérieur de la zone .....	14
Figure 2. Calendrier saisonnier pour la zone urbaine de Niamey .....	15
Figure 3. Sources de nourriture (juin 2014 - mai 2015) .....	18
Figure 4. Revenus annuels par ménage (juin 2014 - mai 2015) .....	19
Figure 5. Postes de dépenses - valeurs relatifs/ Figure 6. Postes de dépenses - valeurs totaux .....	21
Tableau 1. Caractéristiques des quartiers exclus de l'analyse .....	10
Tableau 2. Historique pour la zone urbaine de Niamey .....	16
Tableau 3. Caractéristiques des groupes socio-économiques de la zone urbaine de Niamey .....	17
Tableau 5. Paniers de survie et de protection des moyens d'existence (PME) .....	22

## Liste sigles et abréviations

AGR	Activité génératrice de revenus
COGES	Comités de Gestion des Établissement Scolaires
DFID	Department for International Development (UK)
DGC	Distribution gratuite ciblée
ESRC	Economic and Social Research Council (UK)
HEA	Household Economy Analysis
INS	Institut National de la Statistique
OA	Outcome Analysis
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
SAP	Système d'Alerte Précoce Niger
SCI	Save the Children International
SEEN	Société d'Exploitation des Eaux du Niger
SIMA	Système d'Information des Marchés Agricoles
UAM	Université de Niamey, Niger
USAID	United States Agency for International Development

TP	groupe socioéconomique des ménages très pauvres
P	groupe socioéconomique des ménages pauvres
M <sup>-</sup>	groupe socioéconomique des ménages moyens inférieurs
M <sup>+</sup>	groupe socioéconomique des ménages moyens supérieurs
A	groupe socioéconomique des ménages aisés

## Résumé des principaux résultats

Niamey est un exemple de capital sahélienne de taille moyenne. Fondée sur la rive gauche du fleuve Niger, l'espace urbain s'est propagé vers le sud de la ville, englobant nombreux villages et hameaux, désormais catégorisés comme « villages urbains » dans la Communauté Urbaine de Niamey. Sa population continue d'augmenter avec l'arrivée de migrants ruraux- certains saisonniers, d'autres venus pour s'installer de façon permanente - et l'arrivée des migrants des pays voisins en situations d'insécurité.

Les moyens d'existence de la majorité de la population de la ville reposent essentiellement sur la vente de leur force de travail et sur le commerce, répondant à la demande de biens et de services générée localement. Bien que l'agriculture et l'élevage soient pratiqués dans l'espace urbain de Niamey, leur importance parmi les moyens d'existence de la majorité de la population reste négligeable.

La plupart des ménages sont engagés dans des activités économiques du secteur informel, tirant des gains modestes avec un soutien public limité. A Niamey, comme dans la plupart des milieux urbains, le principal déterminant de la richesse est le niveau de revenu auquel les ménages ont accès. Le revenu des ménages dépend d'un certain nombre de facteurs clés parmi lesquels sont inclus le type d'activité génératrice de revenu (AGR), la fréquence de l'activité et le nombre de personnes économiquement actives dans le ménage. Le niveau de revenu détermine généralement la qualité de l'habitat, l'accessibilité aux biens et services et même la taille ménage, dans un contexte largement polygame.

Près de 60 pour cent des ménages dans la zone urbaine étudiée sont classées dans les catégories socio-économiques pauvre et très pauvre. Les modes de vie des deux groupes sont remarquablement similaires. Les faibles différences observées se dérivent en fonction des types d'AGR quotidiennes effectuées par les différents membres de la famille, qui déterminent le niveau du revenu hebdomadaire.

L'ensemble de la population couverte par l'étude était en sécurité alimentaire en 2014/2015. Alors que le marché est la principale source de nourriture pour tous les ménages, les Pauvres et Très Pauvres dépendent du soutien de la communauté et de la charité des voisins pour « joindre les deux bouts ». La nourriture et les besoins de base (logement, eau, carburant, hygiène, éducation et santé) absorbent près du 95 pour cent du budget annuel des ménages très pauvres, ce qui laisse peu de marge de manœuvre en cas de complications au sein du ménage (par exemple une maladie ou des dépenses imprévues) ou en cas de flambée des prix des denrées.

Dans l'ensemble, les moyens d'existence des citoyens n'ont pas souffert des grandes variations lors des cinq dernières années. La crise alimentaire de 2011 qui a notamment affecté les zones rurales du pays s'est ressentie à Niamey par l'intensification des demandes d'appui des parents habitant dans la campagne et aussi par l'arrivée d'exodants ruraux additionnels, sans par contre avoir des grandes répercussions sur les moyens d'existence urbains. De même, le coup d'Etat de la même année n'a pas eu de conséquences négatives significatives sur les activités économiques des habitants de Niamey. Ce sont en fait les adversités à l'intérieur du ménage qui causent le plus de dégâts sur les conditions de vie, telles que le risque que le principal pourvoyeur de revenu tombe malade et des événements extérieurs précis et localisés comme les inondations qui affectent certains ménages très sérieusement, mais pas l'ensemble de la ville.

## I. Contexte et justification de l'étude

Depuis 2010, Save the Children International gère la mise en œuvre du projet régional de l'Analyse de l'Economie des Ménages (également appelé Household Economy Analyse, HEA) financé par ECHO et cofinancé depuis 2013 par USAID/OFDA.

La phase V qui est en cours, à l'image des phases précédentes, cherche à poursuivre le travail de renforcement des capacités des acteurs, en vue d'augmenter la couverture des profils de base HEA (HEA baselines) dans la région du Sahel, poursuivre l'intégration des Analyses des Résultats HEA (HEA *Outcome Analysis*) dans les systèmes régionaux d'alerte précoce pour une meilleure planification de la réponse et augmenter la qualité des analyses HEA (*baseline ou OA*).

Au vu de l'intérêt croissant des acteurs sur la nécessité de comprendre la vulnérabilité urbaine, Save the Children en collaboration avec ses partenaires s'est engagé dans cette présente phase du projet régional HEA Sahel à développer deux profils de base sur l'économie des ménages dans des contextes urbains dont la première à Niamey au Niger et la seconde à Bamako au Mali.

La méthodologie HEA, principalement utilisée pour la mesure de la sécurité alimentaire dans le milieu rural, est aussi adaptée aux spécificités du milieu urbain et elle a été utilisée pour quantifier les moyens d'existence des ménages urbains et périurbains dans nombreuses villes en Afrique de l'Est (par exemple à Harare, à Djibouti et à Nairobi) et aussi en Europe de l'Est (par exemple au Kosovo). Cependant, les profils de Niamey et de Bamako sont l'une des premières expériences au Sahel. Le choix de Niamey pour cette première expérience pilote s'inscrit dans la volonté de Save the Children de consolider les acquis obtenus depuis le début du HEA dans ce pays. Ainsi, l'étape de Niamey constitue une phase pilote et une opportunité pour tester la méthodologie dans le contexte sahélien et par la même occasion renforcer la capacité des acteurs sur le HEA Urbain. Les enseignements tirés de l'étape de Niamey serviront à affiner la méthodologie pour le profil urbain de Bamako, et pour les autres HEA à réaliser en milieu urbain dans l'avenir.

### Structure du rapport

Ce rapport présente le profil de la zone urbaine de Niamey avec comme point départ, un bref aperçu sur la méthodologie et le processus terrain (le cadre d'analyse, l'échantillonnage, l'année de référence et les difficultés rencontrées). S'en suit, la description du profil de la zone urbaine avec dans un premier temps une présentation générale des moyens d'existence locaux et du niveau d'accès aux services de base. Consécutivement à cette présentation générale, une analyse détaillée des sources de nourriture, des habitudes alimentaires de la population ainsi que la quantification et description des schémas de dépenses et des niveaux de revenu désagrégés par groupe ou couche socioéconomique a été effectuée. L'information présentée dans ce rapport se réfère aux douze mois précédant l'évaluation, de juin 2014 à mai 2015, considérés comme l'« année de référence » selon la terminologie HEA. Les informations contenues dans ce profil resteront valides pour environ cinq ans (jusqu'en 2020) dans le cas où il n'y a pas des changements rapides et fondamentaux dans la vie socio-économique des ménages.

## II. Méthodologie

### Cadre d'analyse – la ligne de base HEA

La méthodologie de l'Analyse de l'Economie des Ménages (communément appelée - *Household Economy Analysis, HEA*) a été utilisée pour la collecte et l'analyse des informations sur les moyens d'existence des ménages de la zone urbaine de Niamey. Des données primaires relatives aux points ci-dessous ont été collectées. Il s'agit principalement de :

- la caractérisation des différentes zones de moyens d'existence à l'intérieur de la ville de Niamey ;
- le découpage socio-économique de la population ciblée ;
- le calendrier saisonnier des principales activités économiques ;
- l'accès aux services de base ;
- la quantification et description des moyens d'existence en année normale et en mauvaise année.

La HEA commence toujours par une analyse approfondie des Zones de Moyens d'Existence car les espaces territoriales où vivent les populations (leurs caractéristiques quant à la topographie et le climat par exemple) déterminent en grande partie leur système de production et leur accessibilité aux marchés. Les moyens d'existence sont la combinaison d'activités auxquelles les ménages se livrent pour se procurer suffisamment de nourriture pour leur alimentation mais aussi tirer le revenu requis pour accéder aux biens et services nécessaires. Les moyens d'existence comprennent également la façon dont les gens gèrent et conservent leurs actifs et comment ils réagissent aux chocs auxquels ils font face.

Dans la HEA, le ménage est l'unité de base de l'analyse car étant l'unité primaire de production et de consommation. La HEA propose une compréhension de la façon dont les ménages obtiennent leurs produits alimentaires et non alimentaires et comment ils obtiennent leur revenu permettant d'acheter des biens et des services. Ceci conduit à une meilleure compréhension de la façon dont les gens survivent et comment leur économie domestique fonctionne. Une telle analyse peut aider à déterminer si une population donnée est en insécurité économique, et fournit des informations de base permettant de comparer et de mesurer les changements dans l'accès aux produits alimentaires et non alimentaires. Les informations de base permettent l'évaluation de la vulnérabilité d'une population aux différents chocs ou menaces.

Il existe des différences entre les profils de base HEA ruraux et urbains. Bien que l'objectif global soit le même, c'est à dire analyser l'accès des différents groupes socio-économiques à la nourriture et aux revenus afin de les comparer aux différents seuils de sécurité alimentaire et des moyens d'existence, les détails de l'approche analytique diffèrent généralement d'un contexte à l'autre. Dans un contexte rural, il est plus utile de se concentrer sur la façon dont les différents groupes de richesse ont accès à la nourriture et au revenu. Les membres d'un groupe socio-économique partagent généralement les mêmes moyens d'existence et les mêmes choix (limités) d'options pour obtenir de la nourriture et des revenus. Ainsi ils adoptent quasiment les mêmes stratégies, aux mêmes périodes de l'année. Les pauvres, par exemple, pourraient posséder entre 0,5 et 1 hectare de terre pour y cultiver du sorgho et des haricots, ils pourraient élever 1-2 vaches laitières et travailler entre 10-20 jours par mois dans les champs de ménages plus aisés pendant la saison pluvieuse. En raison de l'homogénéité relative des moyens d'existence ruraux, l'enquête sur les sources de nourriture et de revenu représente le moyen le plus efficace de générer une compréhension rapide des moyens d'existence dans un contexte rural.

Une telle homogénéité des groupes socio-économiques n'est généralement pas observée dans un contexte urbain, où le marché constitue la principale source de nourriture. Dans un tel contexte, l'enquête est donc généralement axée sur les dépenses et l'accès au revenu. Cependant, en ville il existe souvent un grand éventail de sources de revenus pour tous les groupes socio-économiques et les revenus journaliers suivent un schéma irrégulier et erratique comparé au schéma saisonnier des sources de revenu en milieu rural. Un ménage pauvre pourrait, par exemple, faire le petit commerce d'aliments préparés, un autre pourrait vivre de la réparation de bicyclettes et un troisième du transport de marchandises. Pourtant ces trois ménages pourraient appartenir au même groupe socio-économique. Un ménage pourrait avoir un jour de travail par semaine mais quatre jours la semaine suivante, et ainsi de suite. Globalement, il est difficile d'établir rapidement la situation moyenne ou typique d'un groupe socio-économique donné, en raison de l'hétérogénéité des moyens d'existence urbains – du moins, si l'enquête porte essentiellement sur les revenus en espèces.

Bien que les sources de revenu aient tendance à être hétérogènes dans les contextes urbains, les habitudes de dépenses ne le sont pas. Les familles pauvres dépensent généralement des sommes similaires sur des articles

semblables, de sorte qu'une enquête sur les habitudes de dépenses est souvent l'approche la plus adéquate dans un contexte urbain. En ville, une autre raison très importante de centrer l'enquête sur les dépenses est que les économies urbaines sont principalement des économies de marché et que beaucoup d'articles essentiels pour vivre, qui sont souvent gratuits dans un contexte rural, doivent être achetés (par exemple le logement, l'eau, le bois de chauffage, etc.). C'est pourquoi il est toujours indispensable d'inclure ces éléments non alimentaires dans une analyse urbaine.

Cependant, les questions sur les revenus ne doivent pas pour autant être négligées dans une enquête urbaine même si l'objet principal de l'enquête est de déterminer les postes de dépenses des divers groupes socio-économiques et les montants dépensés. Le revenu est utilisé principalement comme moyen de recouplement; pour s'assurer qu'il est possible de gagner la somme d'argent que le groupe ou le ménage en question déclare dépenser.

La préparation d'une base de référence de l'économie des ménages urbains comporte les étapes suivantes (voir annexe 1 pour une description détaillée) :

- Une étude des sources secondaires.
- Un exercice de zonage urbain.
- Des entretiens au niveau du district, dans ce cas des entretiens avec certains services des mairies des cinq arrondissements de la ville de Niamey, afin de vérifier l'exercice de zonage et l'échantillonnage, compiler des données secondaires et gagner accès aux structures de coordination au niveau des quartiers (les chefs de quartier).
- Des entretiens au niveau de la communauté (informateurs clés) pour établir la classification socioéconomique et générer des informations contextuelles : l'historique des événements affectant les moyens d'existence locaux, le niveau d'infrastructures et services de base locaux (eau, assainissement, éducation, santé, électricité), l'accès au marché, la saisonnalité des prix de denrées alimentaires, etc.
- Des entretiens avec des représentants des groupes socio-économiques pour établir les caractéristiques des dépenses et des revenus au niveau du ménage en année normale et en année mauvaise.
- Une analyse intérimaire et une analyse finale pour la consolidation des données de terrain.

### **Échantillonnage**

La méthodologie pour la collecte de données sur le terrain se base sur un échantillonnage raisonné pour la sélection de 12 sites selon des critères de représentativité déterminés au préalable. L'exercice de zonage (première étape du cadre d'analyse) a déterminé les limites de la zone dite urbaine et a fourni une première caractérisation des moyens d'existence de la majorité des ménages habitant Niamey (voir section III ci-dessous). Les quartiers non représentatifs (ayant une économie périurbaine ou rurale ou un niveau de revenu supérieur à la moyenne de la ville) ont été exclus. A la suite de cette étape, le focus a été mis sur les quartiers représentatifs tout en accordant un accent particulier sur les quartiers les plus peuplés (voir annexe 1 qui présente la carte de l'échantillonnage). La liste d'échantillonnage a été conçue avec l'appui des représentants des cinq mairies lors de l'atelier de zonage et vérifiée consciencieusement par la suite lors des entretiens avec les services techniques des mairies.

Une deuxième analyse HEA s'est déroulée en parallèle. Cette analyse s'inscrit dans le cadre d'un projet sur la Connaissance des Risques en Afrique Urbaine (sous le titre « URBAN-ARK ») qui est mis en œuvre au Niger par Save the Children International (SCI) en collaboration avec la Faculté d'Agronomie de l'Université de Niamey. Il est financé par le Conseil Economique et Social Britannique pour la recherche (ESRC) et le Département pour le Développement International (DFID). L'échantillonnage de la deuxième baseline a ciblé 12 quartiers à risque d'inondation à l'intérieur de la même zone urbaine de moyens d'existence. Les données ont été collectées pour une année sans inondations et donc les résultats de ce travail ont servi de contre-vérification des données collectées par la première équipe.

### **Année de référence et année de consommation**

L'année de référence et l'année de consommation sont deux concepts centraux aux enquêtes rurales mais moins pertinents dans un contexte urbain. Le concept d'année de consommation - qui dure 12 mois à partir du début de la principale récolte - a peu de signification dans une zone urbaine où la majorité des ménages ne font pas l'agriculture et où les variations saisonnières sont moins accentuées. Ainsi, l'analyse HEA peut généralement être préparée pour n'importe quelle période de 12 mois. Cependant, il est toujours souhaitable



de choisir les 12 mois qui précèdent l'évaluation actuelle car cette période a l'avantage d'être relativement présente à l'esprit des personnes et donc plus facile de s'en souvenir. Les 12 mois doivent néanmoins représenter une période normale, voire typique, exemptée d'événements très significatifs qui auraient pu entraîner des changements profonds dans la vie quotidienne de la majorité des ménages de la zone (par exemple un bouleversement politique occasionnant des violences et une instabilité dans l'accès aux marchés de vivres et de travail). La présente enquête se porte sur les 12 mois du **début juin 2014 à fin mai 2015**.

### **Difficultés**

Le rythme plus accéléré des modes de vies urbains doublé d'une organisation communautaire plus distendue rendent plus difficiles les travaux de terrain dans les milieux urbains. Les principales difficultés rencontrées ont été :

- Difficulté dans la mobilisation des représentants communautaires en général, mais aussi dans la mobilisation de groupes équilibrés en termes de genre en particulier. Quelques entretiens ont été réalisés avec des groupes entièrement féminins ou masculins en fonction de la disponibilité de participants.
- Absence au rendez-vous et refus à participer dans les entretiens au niveau ménage à deux reprises nous a obligé à réduire la taille de l'échantillon à 11 sites, au lieu de 12 comme initialement prévu.
- Indisponibilité des représentants des groupes Aisés (un groupe très réduit de ménages par quartier) pour les entretiens au niveau ménage.
- Difficulté dans la différenciation systématique des groupes très pauvres et pauvres lors des entretiens au niveau ménage.

### **III. Zonage**

La première étape du cadre d'analyse HEA est le zonage des moyens d'existence: une délimitation des zones dans lesquelles les gens partagent largement les mêmes modes de vie, c'est à dire, vivent dans un même environnement agro écologique, partagent les mêmes systèmes de production et opportunités de génération de revenus et ont également un niveau d'accès au marché similaire. Lors d'une évaluation urbaine, l'exercice de zonage consiste moins à définir les moyens d'existence qu'à comprendre la configuration de la ville, délimiter les quartiers urbains par rapport aux quartiers périurbains et élaborer un cadre d'échantillonnage. Les centres urbains ont des économies complexes et les occupations des citoyens sont mixtes et diverses, cependant, dans l'ensemble elles se basent sur le travail et le commerce et non sur la production primaire. Une analyse HEA urbaine cherche à comprendre l'économie des ménages aux différents niveaux de vie, utilisant comme point de départ l'enquête sur les habitudes de consommation (qui sont relativement homogènes pour chaque groupe socioéconomique), sans chercher à regrouper la population par type de métier.

Qu'entendons-nous par « zone urbaine » ? Par définition, les zones urbaines sont des zones dont la majorité des ménages n'ont pas un accès direct aux sources de nourriture et de revenu liées à l'agriculture, à l'élevage ou à l'exploitation d'autres ressources naturelles. Les caractéristiques de l'économie urbaine varient en fonction de la taille et l'emplacement de la ville. Par exemple, à Niamey on peut observer l'existence de l'élevage dans la plupart des arrondissements, mais la possession de bétail n'est pas typique pour la majorité des ménages. Alors pour Niamey, la zone de moyens d'existence urbaine est composée par des ménages dont leurs sources de nourriture reposent entièrement sur le marché et les sources de revenu dépendent de la vente de leur main d'œuvre et/ou le commerce (l'achat et la revente des biens ou la vente de services).

Ainsi dans l'élaboration de la carte de zonage, il est d'abord nécessaire de comprendre les différences dans les caractéristiques des moyens d'existence observées entre les différentes zones d'une ville, par exemple : les quartiers riverains, les zones industrielles, le district de jardins potagers, les quartiers les plus récents, la ceinture verte, etc. Lorsqu'il existe des distinctions importantes entre les moyens d'existence de ces zones, il pourrait être nécessaire de les traiter comme zones séparées, suivant la même démarche que pour une enquête rurale. Il est aussi nécessaire de diviser la zone urbaine en différentes zones selon le niveau économique, afin de pouvoir sélectionner les sites à visiter.

L'exercice de zonage doit être adapté en fonction des circonstances locales. C'est ainsi qu'à Niamey, l'objectif était de déterminer les limites urbaines de la ville en écartant les zones rizicoles et maraichères. Les zones

limitrophes où les populations auraient un accès à la terre arable ou aux pâturages et qui seraient susceptibles de procurer une source additionnelle de nourriture et de revenus ont été également écartées.

La ville de Niamey est divisée en 99 quartiers et villages urbains repartis en 5 arrondissements. La typologie « villages urbains » et « hameaux urbains » marque déjà une claire distinction urbain/périurbain. Cependant certains quartiers périphériques sont également à cheval entre les deux zones.

Après avoir établie la limite de la zone urbaine, un classement économique des quartiers (entre pauvre/moyen et nanti) était nécessaire afin d'exclure les quartiers ayant une majorité de ménages avec une position socio-économique largement au-dessus de la moyenne pour Niamey. Bien que l'étude porte sur les moyens d'existence urbains, les réalités des quartiers aisés – quartiers lotis, caractérisés en majorité par larges constructions en ciment, desservis par des infrastructures et services largement supérieurs à la moyenne, ne sont pas représentatives de la ville. En effet, les plans d'urbanisme de la ville de Niamey et le niveau des prix des parcelles ainsi que des matériaux de construction font déjà ressortir une hiérarchisation des zones. Il s'en suit alors que les ménages pauvres sont concentrés dans les quartiers moins lotis et plus populaires et des espaces plus vulnérables.

Au total, 24 quartiers (voir Annexe 1) ont été sélectionnés parmi la « zone urbaine de Niamey » comme étant représentatifs des moyens d'existence de la majorité des ménages de la ville. La carte ci dessous montre les limites de la zone. . Les quartiers énumérés dans le tableau en bas ont été exclus de l'évaluation car relativement plus riches et ayant une configuration plus formelle et mieux lotie ou ayant des moyens d'existence similaires à une zone rurale.

Tableau 1. Caractéristiques des quartiers exclus de l'analyse

Source : Atelier de zonage des moyens d'existence à Niamey (juin 2015)

	Quartiers exclus	Caractéristiques du quartier
Supérieur	Plateau I et II, Koira Kano, Cité Faycal, Cité 105 logements, Terminus (une section), Cité Sonuci, Cité chinoise, Village Francophonie, Lazaret, Dar es Salam et une partie de Poudrière.	La plupart des ménages ont accès à l'emploi à temps plein et un niveau de revenus supérieur à la moyenne Meilleures infrastructure et services de base Meilleur accès y compris des routes goudronnées Loyers plus élevés
Périurbains	Tous les villages urbains et hameaux situés à l'intérieur de la Commune de la Ville Niamey  Les quartiers suivants (entièrement ou partiellement) : Koubia, Goudel, Lamorde, Nogaré, Kirkissoye, Gaweye, Gamkalé Sebangaye, Ide Gano, Alkali, Gamakalé Golleye et les différents Sagas.	Exploitation des parcelles agricoles pour la vente et la consommation du ménage (principalement le riz et les cultures maraîchères, mais aussi les cultures pluviales.

Carte 1. Zones urbaines et périurbaines dans la ville de Niamey (sur la base d'une carte de OCHA)



Source : Atelier de zonage des moyens d'existence à Niamey (juin 2015)

Zones :

	Zone périurbaine
	Zone urbaine – revenus au-dessus de la moyenne
	Zone urbaine

## IV. Profil urbain

### 1. Description de la zone

La ville de Niamey existe depuis la fin du XIX siècle à l'endroit d'emplacement des villages de Foulani Koira, Gaweye, Kalley, Maourey et Zongo – devenus quartiers résidentiels entre temps. Ces origines exactes sont incertaines mais les premiers moyens d'existence étaient la pêche pour les villages Songhaï et l'agro-pastoralisme pour les habitants Zarmas, Maouris et Peuls. Ces activités existent encore de nos jours mais sont devenues minoritaires comme mode de vie à temps plein.

La ville a connu une croissance spectaculaire liée à son statut de chef-lieu de territoire d'abord, de capitale de la colonie ensuite et enfin de celle de l'Etat du Niger. En cinquante ans, la population de Niamey a été multipliée par 34 passant d'environ 30.000 habitants en 1960 à plus de 1.000.000 en 2012 (source : INS). Niamey continue d'accueillir des nouveaux migrants des zones rurales à la recherche de meilleures opportunités ; une grande partie des migrants, décidée à ne pas retourner dans leurs villages d'origine, occupe des sites inconstructibles de façon permanente, ce qui les expose aux risques d'inondation - entre autres.

Ville pluriethnique dès son origine, la population de Niamey a continué à se diversifier en intégrant tous les peuples nationaux et aussi certaines communautés étrangères. Parmi les communautés Nigériennes ce sont les Zarma-Sonraï qui sont les plus représentés, suivis des Haoussa, Peul, Touareg, Kanouri et autres. Le poids du groupe ethnique Zarma s'explique par le fait que Niamey soit situé dans une région largement dominée par cette ethnie. Le deuxième groupe ethnolinguistique en importance est celui des Haoussa.

L'extension spatiale à partir des villages fondateurs a suivi une certaine planification, mais l'expansion rapide des surfaces bâties fait que les quartiers informels et les habitats traditionnels non permanents sont très nombreux. Des cases en paillotte et en banco sont construites à côté des maisons en ciment à travers la ville. Néanmoins, ils existent aussi des grandes zones d'habitats traditionnels presque exclusivement, même à l'intérieur de la ville.

La majorité des ménages de la zone est engagée dans des activités économiques dans le secteur informel et tire des gains modestes avec un soutien public très limité. Différentes activités génératrices de revenus (AGR) sont disponibles dans la ville fournissant des biens et services à la grande base de consommateurs locaux : vendeurs ambulants de nourriture préparée, petits kiosques, revendeurs de produits alimentaires, vendeurs d'eau, dockers et transporteurs, ramasseurs d'ordures, vendeurs de latrines, petits métiers, ouvriers dans la construction, transporteurs de sable, blanchisseurs, domestiques, vendeurs de charbon et de bois ; les options sont vastes. L'accès aux AGR dépend d'un nombre de conditions préalables: des fonds minimum, d'une certaine habileté ou de l'accès à certaines ressources (par exemple, la possibilité de louer une charrette pour transporter des marchandises) et des réseaux (clients, fournisseurs, etc.). Il n'y a pas une grande différence dans les types des AGR effectués par les ménages pauvres (P) et très pauvres (TP). Cependant il demeure très clair que c'est le statut de travailleur salarié qui détermine l'appartenance aux groupes socio-économiques plus aisés. On trouve également chez les plus nantis des commerçants de taille moyenne et des grossistes. Malgré l'existence d'une économie locale prospère, le chômage et l'absence des sources de revenu stables sont des problèmes qui touchent beaucoup des ménages.

La répartition des tâches par genre est visible : les femmes et jeunes filles s'adonnent le plus souvent au petit commerce, aux activités domestiques et à certaines activités dans la fonction publique (occupant des postes avec une rétribution salariale généralement moins élevée). Quant aux enfants, les femmes s'occupent des plus petits enfants à la maison. La plupart des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés. Cependant le taux d'achèvement est trop faible et beaucoup des jeunes adultes travaillent ou sont à la recherche de travail.

Niamey doit une bonne partie de sa population aux migrants, surtout pendant la « saison morte », la période entre mi-octobre et mi-mai quand les travaux champêtres sont peu intenses. Ils quittent leurs villages à la fin des récoltes pour venir passer la saison à travailler pour y retourner souvent avant les premières pluies. Cette population « flottante » inclut aussi des enfants de la rue. La ville accueille également des nombreux ressortissants des pays limitrophes (notamment du Mali, du Nigeria et du Benin) en raison de l'instabilité qui sévit dans certains de ces pays. Cependant ces deux populations, les saisonniers et les migrants récents, ne sont pas implicitement incluses dans la présente analyse et il est fort possible que le schéma de leurs moyens d'existence soit différent.

## 2. L'accès aux services

Bien que le niveau de prestation de services diffère entre les quartiers résidentiels lotis et les quartiers plus traditionnels, la majorité de la ville est approvisionnée en électricité et en eau potable. Le manque d'accès est plutôt lié à un manque de moyens financiers. Cependant, le dispositif d'assainissement reflète plus visiblement la hiérarchie spatiale de la ville. Le drainage des eaux pluviales et l'évacuation des eaux usées et des ordures sont les principaux problèmes des quartiers populaires.

Cette section présente une brève description de la prestation de services existant dans la zone pour l'ensemble de la population. La section 6 plus bas explique le niveau d'accès à ces services pour chacun des groupes socioéconomiques.

**Accès à l'électricité :** La société nationale nigérienne d'électricité (Nigelec) est le principal distributeur dans la ville. Tous les quartiers sont branchés et des programmes de branchements sociaux ont été organisés par le Gouvernement du Niger afin de desservir les quartiers périphériques de la ville, dont certains ménages ont pu bénéficier. Cependant, la majorité des ménages pauvres n'ont pas accès au courant électrique. Les ménages pauvres utilisent souvent des lampes à piles ou des torches pour illuminer leurs maisons et une minorité de ménages a installé des ampoules branchées au réseau d'un ménage voisin pour lesquelles ils paient environ 1.500 FCFA par mois par ampoule. On trouve néanmoins des torches dans tous les ménages en raison des nombreuses coupures et délestage. Les lampes solaires sont aussi commercialisées en ville mais restent un article cher pour la majorité de la population.

**Accès à l'eau :** La ville de Niamey a commencé à bénéficier d'un réseau d'eau potable en 1940, date de la mise en service du Château 1 actuel, situé au quartier Plateau. La Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN), filiale du groupe VEOLIA créée en 2001, est chargée de la production et la distribution d'eau potable dans la capitale. Plus récemment, beaucoup de ménages ont bénéficié du programme de branchements sociaux (Projet Sectoriel Eau - PSE) pour avoir l'accès à l'eau potable, un programme développé par le Gouvernement du Niger entre 2007 et 2014<sup>1</sup>. Les habitants de certains bidonvilles périphériques ont un accès plus difficile à l'eau, mais la grande majorité des ménages dispose de l'eau potable traitée, bien que ce soit sur la base d'un service payant (25 FCFA par bidon de 25 litres). Il existe également des bornes fontaines et des puits (ces derniers sont moins nombreux) et beaucoup de ménages profitent de la charité d'un voisin qui leur offre accès au robinet installé dans sa cour.

**Hygiène et assainissement :** En matière d'hygiène la majorité des ménages possède des latrines chez eux, des latrines qui ont des fosses de 3 à 10 m de profondeur. Elles sont vidangées une fois pleines par des camions citernes de la municipalité, par des sociétés privées de vidange et, plus fréquemment, par des individus vendeurs des fosses latrines. Les WC sont surtout l'apanage des maisons des ménages nantis et même chez ces derniers il est rare de les trouver dans leurs maisons. L'évacuation des déchets solides est un des principaux problèmes à Niamey, notamment en période de pluies quand les ordures remplissent les caniveaux, empêchant le drainage des eaux pluviales. La Communauté Urbaine de Niamey ne dispose que d'un réseau de caniveaux ouvert et fermé, très inégalement réparti. Cette inefficacité résulte de la concentration des eaux de ruissellement qui peuvent inonder les concessions engendrant parfois de graves conséquences. En outre, la défaillance du système d'évacuation a fait naître des dépotoirs sauvages d'ordures à l'intérieur de beaucoup de quartiers de la ville. Les ordures sont brûlées dans la rue ou ramassées porte à porte par les collecteurs d'ordures moyennant une petite somme d'argent. Certaines matières qui peuvent être recyclées (par exemple le poly téréphthalate d'éthylène, ou PET, le matériel le plus utilisé dans la fabrication des bouteilles en plastique) sont ramassées par des groupes de jeunes et revendues au marché de Katako, où une partie est transformée et l'autre exportée.

**Santé :** Les ménages utilisent principalement les services de santé publique (des cases de santé, des centres de santé, des hôpitaux et des maternités). L'Etat du Niger rend gratuit l'accès à un certain nombre de prestations

---

<sup>1</sup>L'Etat nigérien a lancé une réforme dans le domaine de l'hydraulique urbaine en 2001. Dans le cadre d'un partenariat entre le secteur public (la SPEN - société de patrimoine chargée des investissements) et un opérateur privé (la SEEN - filiale de Veolia chargée de l'exploitation), l'Agence Française de Développement a participé aussi au financement du programme d'investissements (le Projet Sectoriel Eau - PSE) visant à accroître la production et la desserte en eau potable des principales villes du pays. Le programme inclut un projet de réhabilitation et d'extension des usines de traitement d'eau potable de Niamey (2002-2007) et un programme d'alimentation en eau potable de 24 centres urbains et 5 quartiers périphériques de Niamey (2007-2014). <http://www.afd.fr/home/pays/afrique/geo-afr/portail-niger?actuCntId=116100> (accédée 11/07/2015)

sanitaires destinées à des groupes de population cibles: les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Il existe cependant un système de recouvrement des coûts auprès des autres usagers, le patient doit s'acquitter lors de chaque consultation d'un forfait qui couvre le coût de la consultation et des médicaments. Le forfait varie en fonction des actes de soins délivrés<sup>2</sup>. Ainsi, c'est la médecine traditionnelle et l'automédication qui constituent souvent les premiers recours des populations pour les soins de santé. Le secteur privé offre aussi des salles de soins, des cabinets médicaux et des pharmacies privées, pour les ménages avec un pouvoir d'achat plus élevé.

**Education :** Le système éducatif est gratuit de l'âge de 5 à 16 ans selon l'engagement du président de la république. Cependant, les parents d'élèves sont tenus d'acheter les fournitures scolaires pour leurs enfants et les uniformes (même si l'uniforme n'est pas obligatoire dans toutes les écoles). En outre, ce sont toujours les parents d'élèves qui cotisent pour prendre en charge le fonctionnement des Comités de gestion des établissements scolaires (COGES). Il existe également un grand réseau d'écoles maternelles, écoles primaires et collèges privés, préférés par les parents qui peuvent surmonter les frais. Niamey compte une seule université publique (Abdou Moumouni) créée depuis 1973. Cependant, il faut noter la création d'autres instituts d'enseignement supérieurs privés.

### 3. Les marchés

Les principaux marchés de la ville sont le Grand Marché, le Petit Marché et le marché de Katakou. Le Grand Marché de Niamey, situé au centre-ville, est une des plus grandes zones commerciales du Niger. Des biens en provenance de toutes les régions du pays ou importés y sont vendus en gros ou au détail. Le marché de Katakou, sur la route de Tillaberie, est principalement un marché de grossistes et héberge aussi un marché de bétail. Le Petit Marché est un marché plus informel de fruits, légumes et autres articles variés. Ce réseau principal dessert un grand réseau des grandes et petites boutiques, kiosques et vendeurs ambulants éparpillés à travers la ville. Les ménages s'approvisionnent majoritairement au niveau local, auprès des petits marchés des quartiers, des kiosques et des boutiques installés dans leurs quartiers.

Le Niger importe la quasi-totalité de la quantité consommée des deux denrées de base à Niamey : le riz et le maïs. La provenance du riz importé est essentiellement asiatique. Il est cependant souvent importé à partir du Burkina et du Mali. Bien que la Ville de Niamey soit une des principales zones de production de riz au niveau national - grâce aux aménagements hydro-agricoles le long du fleuve - les volumes de production restent très faibles par rapport à la demande. En outre, le riz local n'est disponible que pour une courte période de l'année, lors de la récolte en Septembre. Le maïs importé provient du Nigeria, du Benin, du Ghana, du Togo, du Mali ou du Burkina Faso. Le mil, denrée principale dans les zones rurales, n'a pas une grande importance dans le régime alimentaire urbain. Le mil est importé en grande partie à partir du Nigéria, et dans une moindre mesure du Burkina Faso et du Mali.

Le fait que les principales denrées de base soient importées protège le prix du panier de la ménagère des fluctuations en raison des mauvaises campagnes agricoles dans la région. Les prix changent plutôt en fonction des tendances au niveau mondial, des problèmes d'acheminement et des variations du taux du dollar et du prix du pétrole. Comme l'on peut observer dans la figure 1, les fluctuations des prix de ces deux denrées sont infimes.

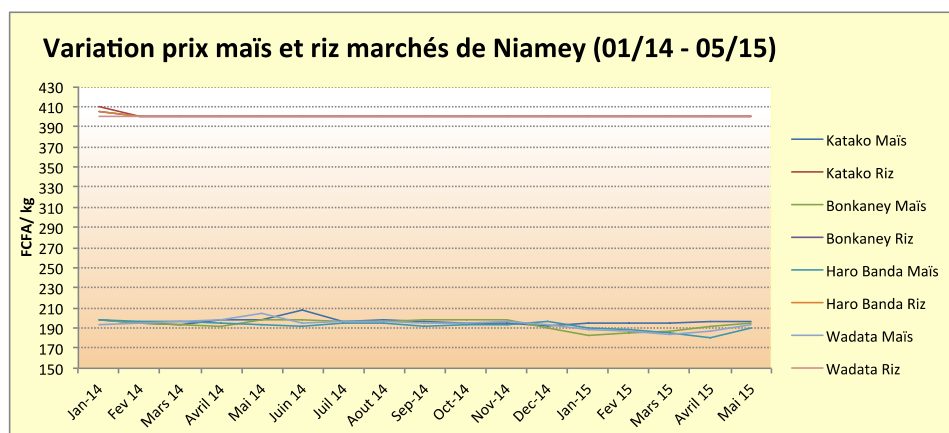


Figure 1. Prix du riz et du maïs à travers 4 marchés situés à l'intérieur de la zone

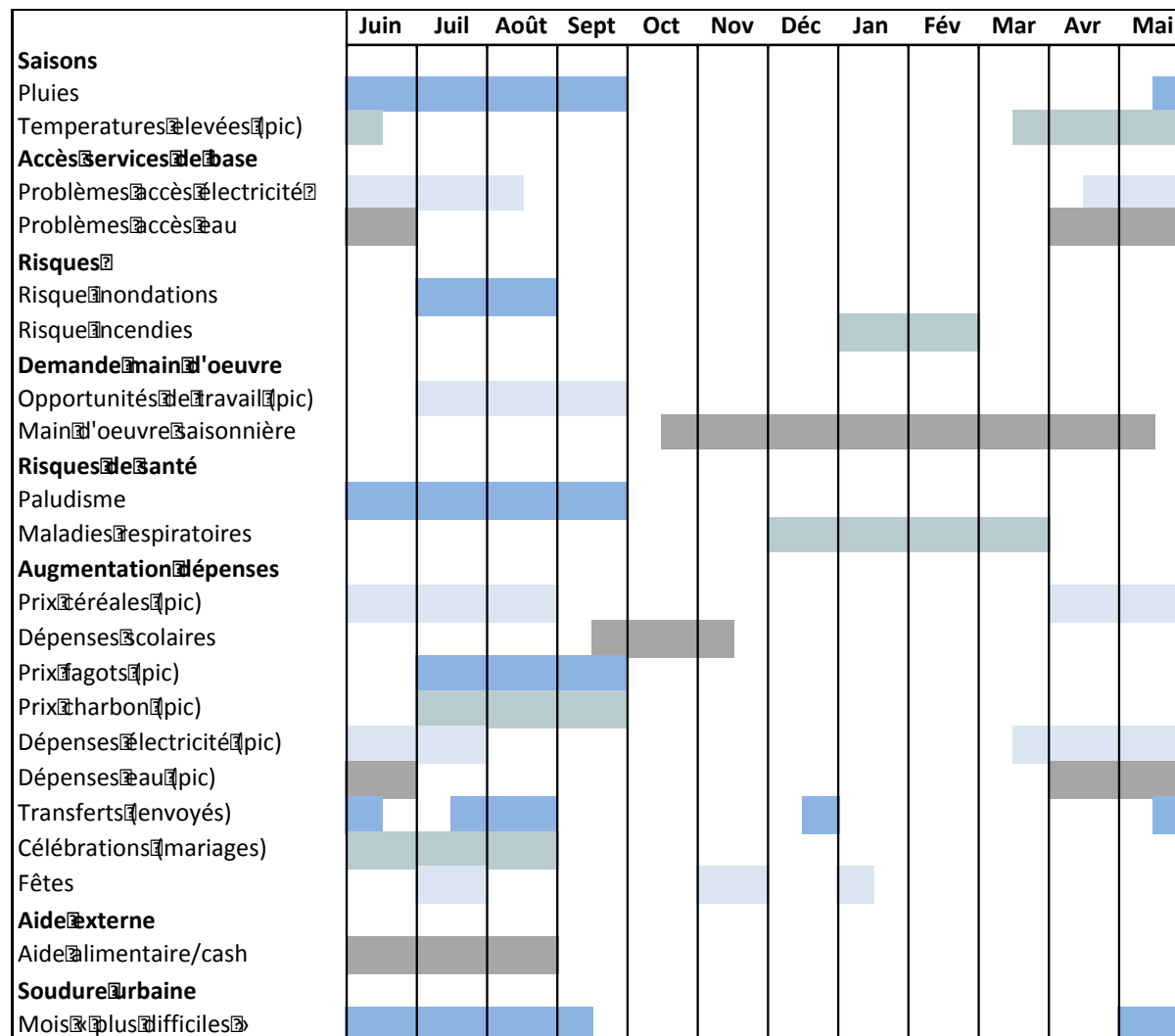
Source : SIMA

<sup>2</sup> Medecins du Monde "Gratuité des soins au Niger: une option payante à consolider" Juillet 2011.

#### 4. Calendrier saisonnier

Les variations saisonnières en ville ne sont pas aussi significatives que dans les économies rurales, mais le calendrier saisonnier donne néanmoins des informations importantes sur les moyens d'existence en milieu urbain. Le calendrier ci-dessous est défini suivant l'année de référence: juin 2014 - mai 2015.

Figure 2. Calendrier saisonnier pour la zone urbaine de Niamey



Source : Données primaires - analyse HEA Niamey (juin 2015)

Des événements à noter sont les impacts des fortes chaleurs entre avril et juillet qui entraînent une forte augmentation de l'utilisation d'eau et d'électricité (ventilateurs, climatiseurs, pompes d'eau) qui donnent lieu à des problèmes d'approvisionnement et des coupures fréquentes au niveau de la ville.

Selon les habitants de la ville, le prix des denrées alimentaires augmente durant les cinq mois précédents aux récoltes, cependant il faut noter que ce ne sont pas tous les produits vivriers qui subissent cette augmentation de prix. Le mil, les tubercules, les légumes, les feuilles et les fruits ont des saisons très claires avec une variation des prix plus importante comparée aux produits importés. En outre, tous les prix en général ont tendance à augmenter à l'approche de Ramadan, de la fête de Tabaski et du nouvel an, notamment la viande, les animaux sur pieds, le poisson et les fruits et légumes, en raison de l'augmentation de la demande.

Le prix du bois de chauffage et du charbon augmente légèrement lors de la saison pluvieuse, quand l'approvisionnement de la ville devient plus difficile en raison des problèmes d'accès, la disponibilité du bois sec est réduite et aussi parce que les travailleurs des zones d'approvisionnement sont occupés avec la nouvelle campagne agricole.

La période de soudure définit le moment le plus difficile pour les ménages et elle est alignée avec la soudure dans les zones rurales. Bien que les ménages urbains ne dépendent pas des cultures produites au Niger (par exemple le mil) pour leur approvisionnement, les effets de la soudure en campagne sont ressenties en ville aussi. C'est à ce moment de l'année que les demandes d'argent ou de vivres de la part des parents au village augmentent et certains aliments sont plus chers sur les marchés locaux.

Finalement, il faut noter aussi le poids des cérémonies (baptêmes, mariages, funérailles, etc.) sur le budget familial. Les engagements sociaux doivent être honorés, y compris par les ménages plus pauvres, ce qui veut dire une contribution en argent ou en nature additionnelle et une dépense importante. Bien que il n'y ait pas de saisonnalité pour les cérémonies, la célébration de mariages augmente avant la période de Ramadan.

## 5. Historique

L'information présentée dans le tableau 2 fournit le contexte de l'année de référence choisie pour l'évaluation ; le classement des 5 dernières années selon la stabilité des moyens d'existence locaux et par conséquent, selon le degré de sécurité alimentaire à Niamey. En dehors de l'année 2011, les 5 dernières années ont été suffisamment stables au niveau politique pour assurer le bon fonctionnement de l'économie de la ville. En dehors des difficultés personnelles au niveau de ménages particuliers, le niveau global de sécurité alimentaire de la ville était normale, uniquement affecté par des inondations localisées et les effets des situations instables vécues dans les pays voisins.

Tableau 2. Historique pour la zone urbaine de Niamey

Année	Performance (1 à 5)	Evènements déterminants
2015	2.5 à 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Epidémie de méningite,</li> <li>- Hausse de prix des denrées alimentaires</li> <li>- Conflit/instabilité au Mali et Nigéria</li> <li>- Canicule (avril-mai)</li> </ul>
2014	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inondations localisées</li> <li>- Conflit/instabilité au Mali et Nigéria</li> </ul>
2013	3 à 3.5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inondations localisées</li> <li>- Débordement du fleuve Niger (arrondissement V)</li> <li>- Destruction du Petit Marché et incendie du marché de Bonkaney</li> <li>- Conflit en Lybie/retour des migrants</li> </ul>
2012	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inondations localisées</li> <li>- Conflit en Lybie/retour des migrants</li> <li>- Incendie du Petit Marché</li> </ul>
2011	2.5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Crise alimentaire nationale suite à la mauvaise campagne agricole fin 2010 – pression des zones rurales sur les ménages urbains (envoi de vivres/argent, nombreux arrivées dans la capitale)</li> <li>- Coup d'Etat (février)</li> <li>- Distributions Gratuites Ciblées (mai) en relation avec le coup d'état</li> <li>- Canicule (mai)</li> </ul>

Source : Données primaires - analyse HEA Niamey (juin 2015)

Les années sont classées les unes par rapport aux autres selon l'échelle suivante :

5 = excellente année pour la sécurité alimentaire des ménages (par ex. prix faibles, bons salaires, etc.)

4 = bonne année ou année supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages

3 = année moyenne du point de vue de la sécurité alimentaire

2 = année inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages

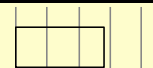
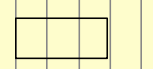
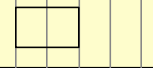
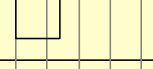
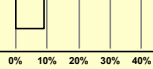
1 = mauvaise année pour la sécurité alimentaire des ménages (par ex. prix élevés, bas salaires, etc.)



## 6. Catégorisation socioéconomique

La catégorisation socioéconomique a été effectuée avec la communauté. Des entretiens ont été menés avec les dirigeants de la communauté – des chefs de quartier et des leaders d’opinion (souvent des anciens résidents du quartier) – dans chacune des sites visités. Le tableau 3 présente les caractéristiques typiques de chaque groupe de richesse, selon les définitions octroyées par la communauté. Le groupe « TP » se réfère au groupe des ménages les Plus Pauvres, le groupe « P » aux Pauvres, le groupe « M<sup>-</sup> » aux ménages ayant un statut économique moyen mais qui se rapprochent dans leur mode de vie plus aux « P » qu’aux « A », le groupe « M<sup>+</sup> » se réfère aux ménages moyens supérieurs et le groupe « A » aux ménages aisés ou nantis. Ce découpage répond à une définition de la pauvreté relative à la zone et non pas à des lignes de pauvreté de caractère national ou international.

Tableau 3. Caractéristiques des groupes socio-économiques de la zone urbaine de Niamey

Groupe	% de ménages par catégorie	Caractéristiques des groupes socioéconomiques							
		Taille du ménage (personnes prises en charge)	Revenus du ménage	Types d'AGR	Nombre d'actifs par ménage	Nombre d'enfants dans l'éducation	Biens productifs	Type de logement	Accès aux services de base
TP		7 à 9	2000-2500 jour	Ramassage, dockeurs, domestique, ouvrier non-qualifié, petit commerce, mendicité, gardiennage	2 à 4	3 à 4	Téléphone	Habitat traditionnel en paille/mixte - hébergés, locataires (10-15.000/mois) et propriétaires	Eau: achat bidons/Électricité: lampes Services santé: public/traditionnel/automédication Hygiène: trou/latrine Niveau max éducation: primaire
P		7 à 9	3000-3500 jour	Ramassage, dockeurs, domestique, ouvrier non-qualifié/qualifié, petit commerce, mendicité, gardiennage, vente bois	2 à 3	3 à 4	Téléphone	Habitat traditionnel en banco/paille/mixte - locataires (15-20.000/mois) et propriétaires	Eau: achat bidons/Électricité: lampes Services santé: public/traditionnel/automédication Hygiène: latrine à fosse Niveau max éducation: secondaire
M <sup>-</sup>		7 à 11	300.000 mois	Petit commerce, fonctionnaires, métiers spécialisés, transport, taxi, ouvrier qualifié	2 à 3	5 à 6	Vélo, pousse-pousse, moto	Habitat traditionnel ou moderne - majoritairement propriétaires	Eau: SEEN/Électricité: NIGELEC Services santé: public/traditionnel Hygiène: latrine à fosse Niveau max éducation: secondaire
M <sup>+</sup>		11 à 14	5-600.000 mois	Cadre moyen, fonctionnaire, maçon, entrepreneur, commerçant, boutiquier, salarié, immobilier, transport	2 à 4	5 à 6 + maternelle	Vélo, véhicule, moto, foncier	Habitat moderne - propriétaires	Eau: SEEN/Électricité: NIGELEC Services santé: public/privé Hygiène: latrine à fosse Niveau max éducation: supérieur
A		5 à 15	> 1.000.000 mois	Haut fonctionnaire, haut cadre, villas en location, grand commerçant, élevage, agriculture intensive, grossistes, transporteur	2 à 3	5 à 6 + maternelle	Vélo, véhicule, moto, foncier, agricole, bétail.	Habitat moderne - propriétaires	Eau: SEEN/Électricité: NIGELEC Services santé: public/privé Hygiène: latrine à fosse/WC Niveau max éducation: supérieur

Source : Données primaires - analyse HEA Niamey (juin 2015)

A Niamey, comme dans la plupart des milieux urbains, le principal déterminant de la richesse est le niveau de revenu auquel les ménages ont accès. Le revenu des ménages dépend d'un certain nombre de facteurs clés parmi lesquels figurent le type AGR, la fréquence de l'activité et le nombre de personnes économiquement actives dans le ménage. Le niveau de revenu se reflète souvent sur la qualité de l'habitat, l'accès aux biens et services et même la taille ménage, dans un contexte largement polygame.

Les ménages TP et P représentent presque 60 pour cent des ménages de la zone. Ils vivent au jour le jour et arrivent à gagner suffisamment de revenu pour couvrir leurs dépenses essentielles journalières (notamment la nourriture, l'eau et le bois de chauffe). Ils ont des activités diversifiées qui en général ne nécessitent pas une expertise précise ou un fond propre important. Majoritairement ils répondent aux besoins des ménages plus aisés qui habitent dans le même quartier, ils travaillent comme blanchisseurs, videurs de fosses latrines, transporteurs de marchandises ou autres, vendeuses de beignets et petits articles ménagers, gardiens, travailleurs dans la construction, etc. Ils n'ont pas leurs propres moyens de transport et comme les déplacements en taxi à Niamey sont chers ils trouvent la plupart de leurs clients dans leur environnement immédiat. La taille des ménages varie entre 7 et 9 personnes en moyenne, dont le chef du ménage et sa femme, leurs enfants et occasionnellement des petits fils ou des enfants de leurs proches qui se retrouvent à leur charge. Ils habitent dans des cases traditionnelles, fabriquées en paille et/ou en banco. Rarement sont-ils propriétaires de leurs concessions. Ils logent le plus souvent dans des concessions de voisins charitables où ils sont locataires et cherchent les loyers les moins élevés.

Les ménages moyens inférieurs (M<sup>-</sup>) et moyens supérieurs (M<sup>+</sup>) se distinguent par leurs sources de revenu stables. Ils travaillent dans la fonction publique ou dans des entreprises privées comme travailleurs salariés ou comme main d'œuvre qualifiée. Ils peuvent aussi être travailleurs indépendants : commerçants de taille moyenne, spécialistes dans certains métiers (maçons, tailleurs, électriciens) ou chauffeurs de taxi, par exemple. Les M<sup>+</sup> peuvent aussi posséder des maisons ou des locaux commerciaux à mettre en location - une

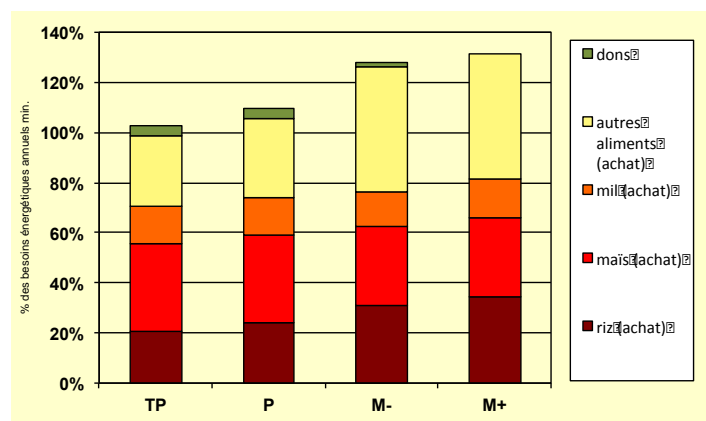
caractéristique qui les rapproche au groupe des ménages aisés (A). La taille moyenne des ménages varie entre 7 et 14 membres, en fonction de la présence d'une ou deux femmes dans le ménage. Les ménages polygames sont plus communs dans le groupe M<sup>+</sup> et A, car le soutien économique d'une deuxième femme et les nouveaux enfants nécessite des ressources supérieures. Dans le cas d'un ménage polygame, le plus commun est de retrouver toute la famille dans la même concession, partageant les ressources et mangeant dans la même marmite (la caractérisation du concept de ménage). Les ménages moyens sont majoritairement propriétaires de leurs concessions et leurs maisons sont construites en banco ou en matériaux durs, connectées aux réseaux électriques et de distribution d'eau.

Les ménages du groupe A représentent environ 9 pourcent des ménages de la zone. Ils sont connus dans leurs quartiers et sont souvent appelés à contribuer aux besoins de la communauté – par exemple pour les réparations des infrastructures ou des contributions religieuses. Les chefs de ménage exercent souvent des postes de hauts cadres dans les structures publiques, ou dans des sociétés privées, ils sont des grands commerçants ou des entrepreneurs. Ils sont détenteurs de grandes propriétés foncières et ils sont en majorité toujours impliqués dans l'exploitation agricole et l'élevage. Bien que la possession de bétail en ville soit rare, l'élevage continu de représenter un symbole de richesse et une forme d'épargne sur pied parmi les citoyens. Leur niveau de vie est en ligne avec le niveau de vie des couches aisées occidentales. Ils ont des véhicules propres, ils peuvent envoyer leurs enfants à l'étranger et ils habitent dans des concessions modernes avec tout le confort. Pour cette raison, mais aussi parce qu'il était difficile de fixer des rendez-vous avec les représentants de ce groupe socio-économique pour les entretiens, les ménages A ont finalement été exclus de l'analyse.

## 7. Sources de nourriture

Figure 3. Sources de nourriture (juin 2014 - mai 2015)

Source : Données primaires - analyse HEA Niamey (juin 2015)



La figure 3 ci-contre présente les sources de nourriture des différents groupes socio-économiques inclus dans l'analyse pour l'année de référence 2014/2015. L'unité de mesure est l'apport énergétique des aliments quantifié par rapport aux besoins énergétiques minimums par ménage par an (sur la base de 2100 kcal par jour par personne).

Les ménages de la zone urbaine de Niamey assurent leur approvisionnement en nourriture principalement au marché. Les ménages TP et P achètent de la nourriture

en petites quantités sur une base journalière, car la plupart des ménages ne peuvent pas se permettre d'acheter et de stocker des grandes quantités de nourriture et évitent ainsi le risque de péremption des aliments (seulement les ménages M<sup>+</sup> et A possèdent des réfrigérateurs). Ils se ravitaillent sur les nombreux petits marchés, boutiques, kiosques et vendeurs de nourriture installés dans leurs quartiers. Les ménages M<sup>-</sup> et M<sup>+</sup> ont suffisamment de liquidité pour acheter les denrées de base en grandes quantités (par exemple des sacs de céréales de 50 ou 100 kg) chez les boutiquiers ou les grossistes.

En ce qui concerne les denrées de base, le riz est la céréale la plus chère. Son prix pendant l'année de référence se situait entre 440 et 500 FCFA par kilo, contre 220 FCFA le kilo pour le maïs, raison pour laquelle la proportion de riz consommée par les TP et P est visiblement inférieure. Le mil est la denrée de base pour la population des zones rurales, mais il est moins consommé en ville. Une des raisons est le temps de préparation plus long comparé avec le riz pilé. Le mil est toujours acheté par unité locale (la *tia* de 2,5 kg) dont le prix était d'environ 650 FCFA (260 FCFA/kg). La farine de manioc (le « gari rogo ») n'est pas considérée une denrée de base : elle est consommée sporadiquement car ce n'est pas un aliment qui fait partie intégrale du régime alimentaire traditionnel, comme c'est le cas dans des pays limitrophes tel que le Bénin. Cependant, le gari rogo est un aliment réservé surtout aux moments difficiles, introduit dans le marché nigérien lors des crises alimentaires passées.

En dehors du marché une deuxième source de nourriture se révèle importante chez les ménages TP et P, les dons en nature. Ces dons reçus de la part des voisins et d'autres connaissances se présentent sous deux formes : la zakat en nature lors du Ramadan ou des dons en céréales (qui peuvent être distribués à tout moment de l'année) et aussi la nourriture préparée. Normalement quand les ménages nantis engagent quelqu'un pour travailler chez eux la journée, la rémunération inclut un repas à midi et souvent les restes du repas pour emporter avec eux. De même, occasionnellement les ménages pauvres du quartier bénéficient des périodes de fêtes et des célébrations ponctuelles (par exemple les mariages) dans le quartier en recevant de la nourriture préparée. Cette source de nourriture additionnelle représente environ 4 pour cent des besoins énergétiques annuels des groupes TP et P.

D'autres moyens d'accès à la nourriture, comme le paiement en nature ou les cantines scolaires n'ont pas été communs dans la zone pendant l'année de référence. Cependant, l'achat de petites quantités de nourriture à crédit est une pratique régulière. Les commerçants offrent de petits montants de crédit aux ménages locaux avec lesquels ils ont construit une relation de confiance - aussi longtemps que les dettes ne s'accumulent pas. Normalement ces petites dettes sont remboursées dans une période de temps relativement courte – avant la fin de la semaine ou du mois par exemple, en fonction toujours des revenus générés par les ménages dans ce même délai. Les aliments achetés à crédit ont donc été comptabilisés dans les achats.

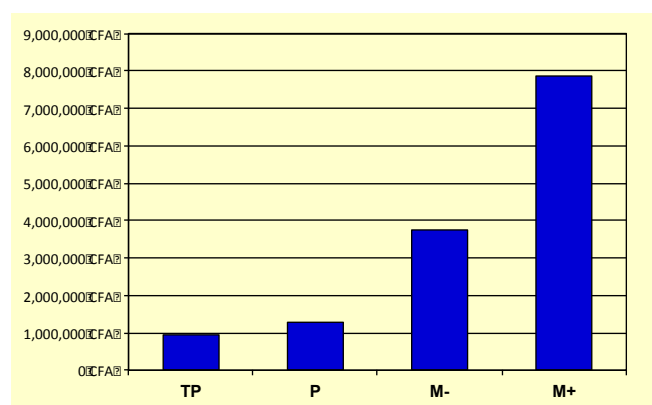
Une autre source de nourriture complémentaire est basée sur les tontines dites « 3N<sup>3</sup> » (ou « A ci da gaugawa » en Hausa) une pratique similaire aux tontines traditionnelles basées sur l'apport financier, où les participantes contribuent en nature, généralement en produits alimentaires directement destinés à la consommation des ménages.

L'année de référence n'a pas connu de distributions gratuites ciblées (DGC) de vivres - normalement réservées aux années difficiles et des populations cibles (par exemple les déplacées ou les victimes des inondations). Par contre, la vente de céréales à prix modéré organisée par la Cellule de Crise Alimentaire est devenue un phénomène annuel. En 2014/15 le prix a été plafonné à 13.000 FCFA par sac de 100 kg - toutes denrées confondues (riz, maïs et mil). Un quota est alloué par arrondissement et les vivres sont vendus dans les villages et hameaux urbains prioritairement et puis dans les quartiers. Il y a une limite d'achat de 10 *tias* (25 kg) par jour par ménage et les stocks disparaissent vite, raison pour laquelle il était difficile d'enregistrer cette source de nourriture comme étant typique pour une majorité de ménages dans aucun des groupes socioéconomiques.

## 8. Niveau de revenus annuels

Figure 4. Revenus annuels par ménage (juin 2014 - mai 2015)

Source : Données primaires - analyse HEA Niamey (juin 2015)



Les résidents de Niamey se procurent du revenu à travers un éventail d'activités, allant de l'emploi à temps plein au travail occasionnel, du travail salarié au travail indépendant. La plupart des AGR sont informelles ; ceci signifie que les ménages ne peuvent pas compter sur un flux régulier de revenus hebdomadaires ou mensuels. Généralement, les ménages dans la zone ont deux voire trois sources de revenus et plusieurs membres du ménage participent au budget familial. La figure 4 présente le point médian du niveau de revenu moyen annuel des ménages pour chaque groupe socio-économique

selon les données collectées sur le terrain pour l'année de référence 2014/15.

<sup>3</sup> Le nom est une allusion à l'initiative appelée « 3N » pour « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens », initiative du Président du Niger pour atteindre la sécurité alimentaire de toute la population nigérienne au cours de son mandat.

L'écart entre le niveau économique des TP et des P est à peine visible dans la figure 4, cependant les revenus annuels par ménage des P sont 35 pour cent supérieurs de ceux des TP. . Cette légère augmentation du budget annuel (si l'on compare aux revenus des deux autres groupes) permet une faible amélioration du niveau de vie des membres du ménage P et une situation un peu moins vulnérable. Cependant la source d'une telle différenciation est ambiguë et dépend principalement du type de travail effectué, le nombre de jours travaillés, le nombre de clients, la volonté de leur employeur ou simplement des conditions favorables. Dans la majorité des ménages TP et P le rapport entre les membres actifs et les membres économiquement dépendants est similaire ; normalement on trouve deux hommes adultes qui travaillent comme main d'œuvre non-qualifiée et une femme adulte qui s'adonne au petit commerce. Egalement la taille moyenne du ménage est similaire dans les deux groupes. Ce qui diffère légèrement est le revenu journalier tiré de chaque type d'activité. En raison du faible revenu des ménages TP, souvent il y a un enfant du ménage qui travaille à plein temps ou au moins pendant les vacances scolaires.

A Niamey, l'offre d'emploi occasionnel est faible et le travail irrégulier. Beaucoup de ménages se plaignent du taux de chômage élevé. Toutefois, la gamme des revenus journaliers est large et varie de 500 à 2.500 FCFA par jour pour la main d'œuvre non-qualifiée dans différents domaines et de 3.000 à 3.500 FCFA pour un ouvrier qualifié. Cette différence de rémunération a un impact significatif sur les revenus hebdomadaires / mensuels. En fait, la seule différence entre le revenu annuel des ménages P et TP est le salaire journalier et / ou les recettes quotidiennes du petit commerce réalisé par le ménage.

Les ménages qui ont obtenu un emploi stable dans les entreprises publiques ou privées ont l'assurance d'un salaire mensuel qui varie entre 65.000 et 500.000 FCFA (ou plus). Ces ménages font partie des groupes M<sup>-</sup> et M<sup>+</sup>. Normalement, leurs revenus sont tirés d'une ou deux sources : une ou deux travailleurs salariés et une personne qui pratique le commerce. Les revenus des M<sup>-</sup> sont 3 fois supérieurs aux revenus des P et les revenus des M<sup>+</sup> sont 2 fois supérieurs aux revenus des M<sup>-</sup>. Calculés par personne, les revenus des M<sup>-</sup> sont 2,6 fois supérieurs aux revenus des P, et les revenus des M<sup>+</sup> sont 1,6 fois supérieurs aux revenus des M<sup>-</sup>.

Le commerce à petite échelle mené par des vendeurs ambulants (hommes et femmes), sur de petites tablettes ou sur des emplacements au bord de la route est très commun. La variété des produits vendus est remarquable: légumes, fruits, condiments, beignets, charbon, bois, articles ménagers, équipements électriques, vêtements, chaussures, médecine occidentale, médicaments traditionnels, crédit téléphonique, vendeurs de thé, etc. Quant aux travailleurs qualifiés, ils ont la possibilité de s'installer d'une façon plus permanente pour ouvrir des magasins de coiffure de couture ou de réparation de vélos par exemple, ou ils peuvent offrir leurs services comme électriciens ou charpentiers, entre autres, directement auprès de leurs clients. Un grand nombre des hommes tire également des revenus du transport de marchandises aux marchés.

Les opportunités de travail sont recherchées à travers les contacts du réseau personnel comme les amis, la famille, les connaissances, et les anciens employeurs. La plupart des citadins des groupes TP et P partent à pied au travail. Ce constat se reflète dans le faible pourcentage de dépenses consacré au transport.

Les transferts ne sont pas une source commune de revenus, mais constituent plutôt un poste de dépenses. La plupart des habitants de Niamey ont des familles qui résident dans les zones rurales du Niger. Par conséquent, les envois d'argent sont relativement communs parmi les classes moyennes, notamment en période de soudure, pendant le Ramadan et pour les fêtes religieuses (l'Eid al-Fitr et Tabaski).

Finalement, le crédit a aussi une place importante dans l'économie urbaine, en particulier compte tenu de la nature erratique des revenus de la plupart des ménages. De petites quantités de nourriture peuvent être obtenues à crédit auprès de vendeurs de nourriture, tandis que des prêts plus importants peuvent être demandés aux voisins, aux parents ou auprès des ménages aisés. Normalement, les prêts informels ne sont pas associés à un taux d'intérêt. Les montants du crédit emprunté par des individus varient pour chaque cas particulier, mais l'évaluation indique qu'il est typique pour les TP et P d'emprunter environ 5.000 FCFA par an. Les tontines financières existent aussi, mais semblent moins communes que les tontines en vivres.

## 9. Postes de dépenses

Figure 5. Postes de dépenses - valeurs relatifs

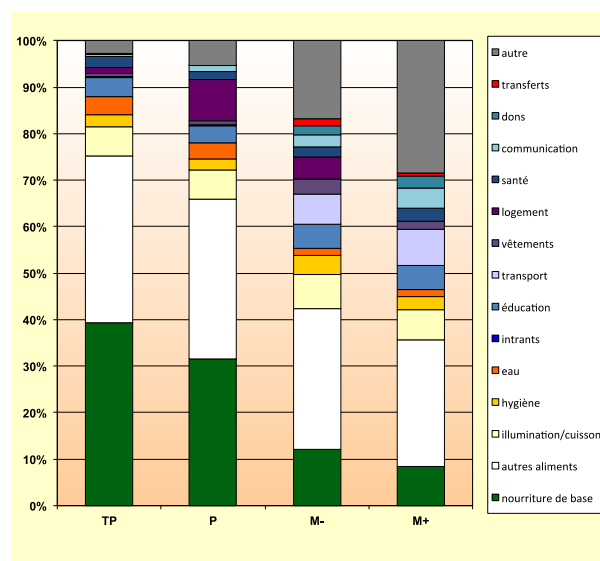
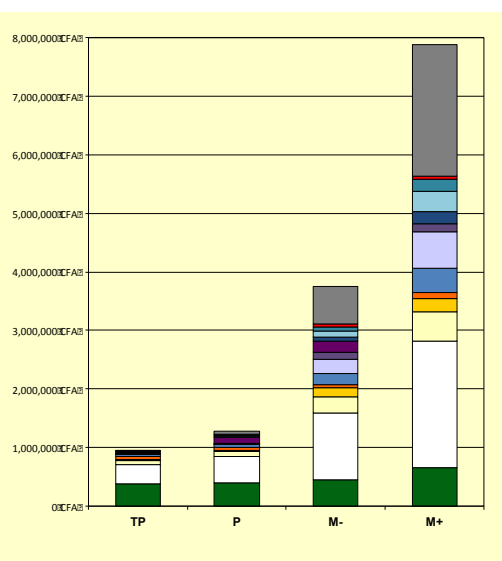


Figure 6. Postes de dépenses - valeurs totaux



Source : Données primaires - analyse HEA Niamey (juin 2015)

L'approvisionnement en nourriture est le poste de dépenses le plus important pour les ménages TP et P (voir figures 5 et 6). La proportion des dépenses alimentaires sur le total des dépenses est moins importante chez le groupe aisé, variant de 75 pour cent chez les TP à 35 pour cent pour les M+. Cependant, la somme d'argent consacrée à l'alimentation (en total mais aussi par personne) est plus large parmi les groupes les plus aisés ce qui permet non seulement une sécurité alimentaire garantie mais aussi un régime alimentaire beaucoup plus varié. Les ménages TP et P dépensent généralement autour de 90.000-100.000 FCFA sur les denrées alimentaires par personne par an, alors que chez M<sup>-</sup> et M<sup>+</sup> de 175.000 à 235.000 FCFA par personne par an sont consacrés aux dépenses alimentaires.

Les dépenses pour l'éclairage et le combustible sont le deuxième poste le plus lourd pour les ménages TP et P. Ils ne sont pas branchés au réseau électrique et utilisent des lampes à piles pour illuminer leurs maisons après le coucher du soleil. La facture mensuelle pour un ménage M<sup>-</sup> est d'environ 10.000 FCFA - ce que les ménages TP et P dépensent par an en piles. Le principal combustible pour la cuisine est le bois de chauffe. Le bois est acheminé en camions et revendu par les détaillants en tas de 100 ou 200 FCFA dans tous les quartiers de la ville, suffisant pour une matinée ou une journée entière. Les ménages M<sup>+</sup> diversifient leurs sources d'énergie, ils achètent aussi le charbon et le gaz, mais le bois de chauffe reste le principal type de combustible car il est bon marché et largement disponible.

Les ménages pauvres achètent l'eau en bidons de 25 litres au niveau des bornes fontaines ou directement chez les revendeurs d'eau. Les ménages moyens ont des robinets dans leurs cours et paient environs 3.000 à 8.000 FCFA par mois en fonction de leur usage.

L'accès au logement varie en fonction de la disponibilité de parcelles vides et de logements aux prix abordables dans chaque quartier. Une grande partie des ménages TP sont hébergés dans des parcelles vides par accord avec le propriétaire ou, sinon, à risque d'éviction. Ils construisent des cases en paillote ou en banco est c'est ainsi qu'ils évitent de payer le loyer. Il est difficile de trouver des logements à moins de 12.000 FCFA par mois. Les ménages P et M<sup>-</sup> dépensent entre 12.000 et 25.000 FCFA chaque mois, tandis que les ménages M<sup>+</sup> sont presque tous propriétaires de leurs maisons.

Les dépenses scolaires sont relativement peu élevées car l'éducation au Niger est gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans. Néanmoins les parents d'élèves sont tenus d'acheter les fournitures scolaires pour leurs enfants, les uniformes (pas obligatoires dans toutes les écoles) et une petite somme d'argent pour s'acheter un casse-croûte à la récréation. En outre, ce sont toujours les parents d'élèves qui cotisent pour prendre en charge le fonctionnement des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES). De même, les frais médicaux sont maintenus bas en raison de la gratuité des certains soins fournis par le réseau de santé publique.

Finalement, la série "autres" compte une variété de dépenses avec différents niveaux d'importance: l'achat de cola et de tabac, les contributions religieuses, les dépenses liées aux fêtes (dont l'achat de bétail par les ménages aisés pour la Tabaski) et l'épargne. Ce poste est largement supérieur chez les ménages M<sup>-</sup> et M<sup>+</sup> ce qui montre aussi le plus large surplus dans leur budget annuel.

Afin de comptabiliser le revenu minimum nécessaire pour survivre à Niamey, le tableau numéro 5 énumère la composition des paniers de survie et de protection de moyens d'existence, deux unités de mesure de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence utilisés dans les modélisations du cadre d'analyse HEA (les *Outcome Analysis*). La quantification des paniers se fait sur la base des données pour l'année de référence et la répartition des dépenses entre les deux paniers.

Le panier de survie comprend le revenu total nécessaire pour couvrir:

- i. 100% du minimum des besoins en aliments énergétiques (sur la base de 2100 kcal par personne par jour) ;
- ii. les coûts liés à la préparation et la consommation des aliments (combustible, savon, sel, etc.) ; et
- iii. les dépenses d'eau destinée à la consommation du ménage

Le panier de protection des moyens d'existence représente le revenu total nécessaire pour soutenir le mode de vie local, c'est à dire, il inclut les dépenses annuelles pour:

- i. garantir une survie de base (le panier de survie) ;
- ii. maintenir l'accès aux services sociaux de base (soins médicaux habituels et frais de scolarisation) ;
- iii. préserver l'existence dans le moyen à long terme (par exemple les dépenses de transport pour aller au marché) ; et
- iv. garder un niveau de vie localement acceptable (dépenses en thé, contributions religieuses, collecte d'ordures, etc.)

Tableau 4. Paniers de survie et de protection des moyens d'existence (PME)

	TP	P	M-	M+
<b>Panier de survie</b>				
Denrées de base	375900	375900	422888	563850
Eau	36500	45625	54750	109500
Hygiène	26000	26000	29250	39000
Combustible (cuisson)	62800	62800	70650	94200
Condiments	36500	36500	41063	54750
<b>Total</b>	<b>537700</b>	<b>546825</b>	<b>618600</b>	<b>861300</b>

<b>Panier de PME</b>				
Panier de survie	537700	546825	618600	861300
Autres aliments	129110	129110	145249	193665
Loyer	115000	115000	180000	0
Electricité	6500	6500	127313	389750
Collecte d'ordures	2600	2600	30000	30000
Taxes/impôts	0	0	0	0
Transport	0	0	67715	7500
Dépenses scolaires	39250	46750	189500	407615
Santé	20000	20800	83200	208000
Autres (transferts, intérêt, crédit, fêtes, dons, employés, etc.)	2500	7900	81875	391500
<b>Total</b>	<b>852660</b>	<b>875485</b>	<b>1523451</b>	<b>2489330</b>

## 10. Risques et stratégies d'adaptation

Les principaux aléas énumérés par les personnes citadines interviewées sont:

- Risques de santé - le fait de tomber malade présente non seulement une charge additionnelle pour le ménage, mais les dépenses peuvent devenir très chères et la personne convalescente ne peut plus aller travailler. Il faut noter que ce risque est aujourd'hui très présent à l'esprit des gens, car l'année de référence a connu une épidémie de méningite beaucoup plus sévère que dans des occasions précédentes.
- Hausse de prix des denrées alimentaires – les ménages dépendent à 100 pour cent du marché pour leur approvisionnement en nourriture. Une forte augmentation des prix, en dehors des variations annuelles normales (par exemple lors de la période de Ramadan) peut déstabiliser le budget hebdomadaire du ménage et les expose facilement à l'insécurité alimentaire.
- Risque d'inondations - ceci est un risque aléatoire qui dépend d'un nombre de facteurs: le taux de pluviométrie, la crue du fleuve, l'état de caniveaux, l'emplacement des maisons dans des mares ou des terres basses et les matériaux utilisés dans la construction des maisons. Les inondations affectent certains quartiers de Niamey tous les 2 ou 3 ans, notamment dans les quartiers du cinquième arrondissement situé sur la rive droite du fleuve Niger.
- Chômage/perte d'emploi – il existe une grande concurrence au niveau du marché de travail, non seulement de la part des habitants de Niamey mais aussi de la part des résidents saisonniers et des nouveaux arrivants des pays voisins. L'offre dépasse la demande, ce qui fait qu'il est difficile de trouver du travail et de le sécuriser. Ceci entraîne aussi un abaissement des salaires, surtout dans le secteur informel. Le niveau de chômage dans les quartiers populaires s'est traduit par une augmentation du niveau de délinquance, également lié à la consommation et à la vente de stupéfiants, des risques supplémentaires dans la ville de Niamey notamment dans les quartiers qui ont perdu davantage leur esprit communautaire.

Au niveau des ménages, les stratégies d'adaptation restent assez limitées. Les ménages TP et P comptent sur l'intensification de leurs AGR communes ou la diversification des AGR en fonction de la demande locale et de leurs capacités. Ils peuvent également compter davantage sur le petit commerce plutôt que sur la vente de la main d'œuvre occasionnelle mais, encore une fois, ceci dépend du marché. Dans tous les cas, l'objectif est de maintenir le niveau habituel de revenus du ménage autant que possible.

Dans le cas où les revenus ne suffisent pas, les ménages seront contraints de réduire leurs dépenses. L'achat d'articles tels que les vêtements, les chaussures ou les cosmétiques, ainsi que les dépenses sur le divertissement et la communication, sera réservé aux mois plus prospères. En outre, les aliments relativement coûteux comme le riz, la viande, le poisson, les tubercules, le lait ou le pain seront consommés moins fréquemment et/ou exclus entièrement de leur régime alimentaire. Les achats de nourriture à crédit augmenteront également.

Les ménages TP n'ont essentiellement aucune réserve financière au niveau de leur budget annuel pour amortir les pertes de revenus ou une augmentation des prix et des postes de dépenses. Les ménages P auraient à peu près 6% de revenu « excédentaire », une fois comptabilisés les besoins essentiels (nourriture, eau, combustible, logement, éducation et soins de santé). En dernier recours, un ou plusieurs membres de la famille, normalement les enfants, peuvent temporairement retourner au village d'origine ou les ménages peuvent se tourner vers la charité de voisins, ou mendier de la nourriture et/ou de l'argent. Les ménages M peuvent demander des nouveaux prêts et essayer d'élargir leurs activités commerciales pendant les périodes difficiles, si la demande du marché le permet.

## 11. Recommandations

Ce document présente une image des moyens d'existence typiques des ménages urbains de Niamey qui habitent à l'intérieur de la zone de moyens d'existence urbaine définie au début de l'étude. Il permet d'avoir une première compréhension du niveau économique des différentes couches désagrégées à l'intérieur de la ville, leurs sources de nourriture et les principales contraintes auxquels ils sont confrontés du point de vue économique.

La complexité des moyens d'existence en milieu urbain est évidente, alimenté par une concentration de la population très élevée et des nombreuses opportunités économiques disponibles aux ménages dans un contexte beaucoup plus actif et changeant. Alors, la caractérisation des moyens d'existence en catégories distinctes est plus difficile et la possibilité d'approfondir nos connaissances est continue.

La collecte de données HEA en milieu urbain au niveau ménage se base sur la quantification des dépenses annuelles typiques pour chaque groupe socioéconomique afin de déterminer d'abord le budget annuel du ménage type qui, par la suite, est recoupé avec la quantification des différentes AGR effectués par un ménage modèle. La vérification du niveau de revenu par rapport aux dépenses déclarées doit se faire soigneusement, car il existe une tendance parmi les enquêtées à surestimer leurs dépenses, car il veulent montrer comment la vie est chère en ville. Il faudrait considérer si l'analyse pourrait être renforcée par l'inclusion des entretiens au niveau ménage individuels qui pourraient être utilisés pour vérifier les données issues des groupes de discussion.

En outre, par rapport aux questionnaires utilisés sur le terrain, il serait intéressant de collecter de données additionnelles sur :

- le capital social des différents groupes socioéconomiques, au-delà des biens productifs et le niveau d'éducation et de connaissances, comme un des facteurs déterminants du niveau de revenu du ménage.
- la mobilité entre les groupes socioéconomiques, car il semble très probable que la fluctuation du niveau économique des ménages, et donc leur appartenance à un groupe socioéconomique ou un autre, change plus qu'en milieu rural, notamment parmi les TP et P.
- l'analyse du marché du travail pour les groupes socio-économiques plus pauvres, notamment afin d'avoir plus d'information sur le degré de stabilité des sources de revenu et les possibilités de diversification des sources de revenu.

Cependant, une réflexion plus approfondie sur la méthodologie et son application sur le terrain devrait commencer par la révision des questions pour lesquelles on cherche des réponses ; quels sont les principaux enjeux dans le milieu urbain ? Quelles sont les principales préoccupations pour les organisations qui travaillent dans le milieu urbain ? Quelles sont les groupes de population qui nous intéressent le plus ?



## Annexe 1 - Echantillonnage

Cartes 2 et 3. Quartiers ciblés pour les entretiens à l'intérieur de la zone urbaine de Niamey

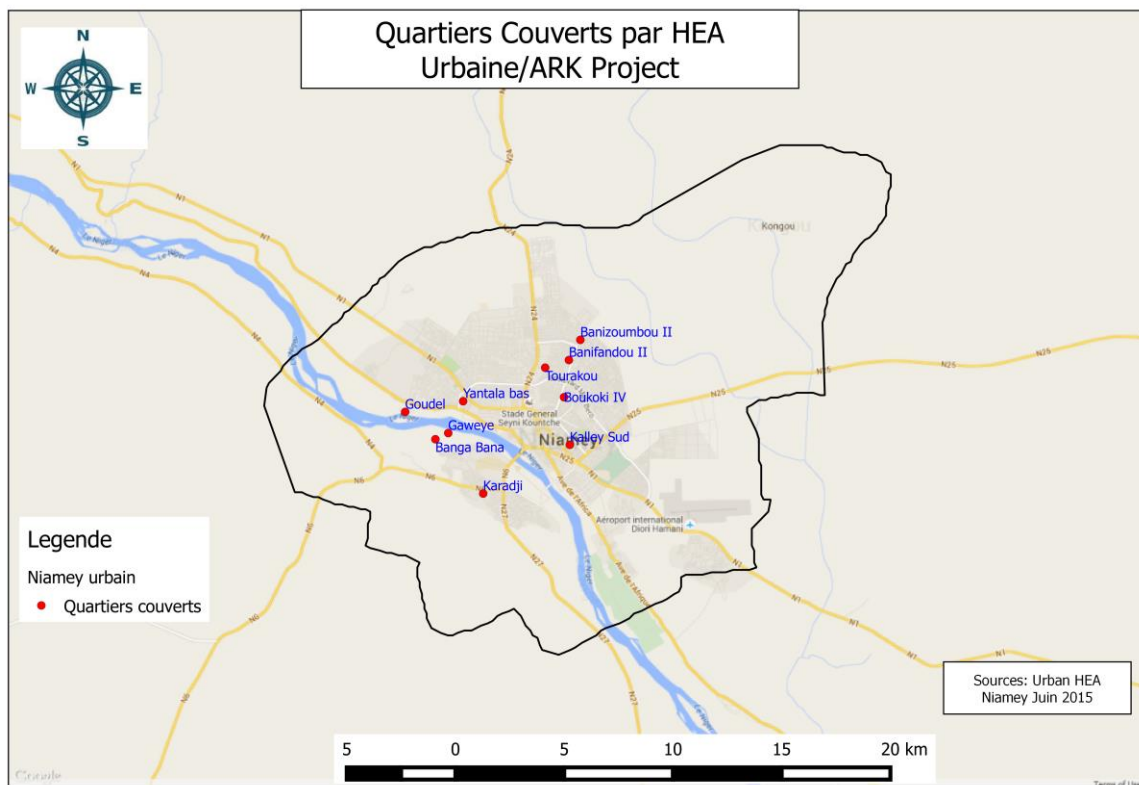
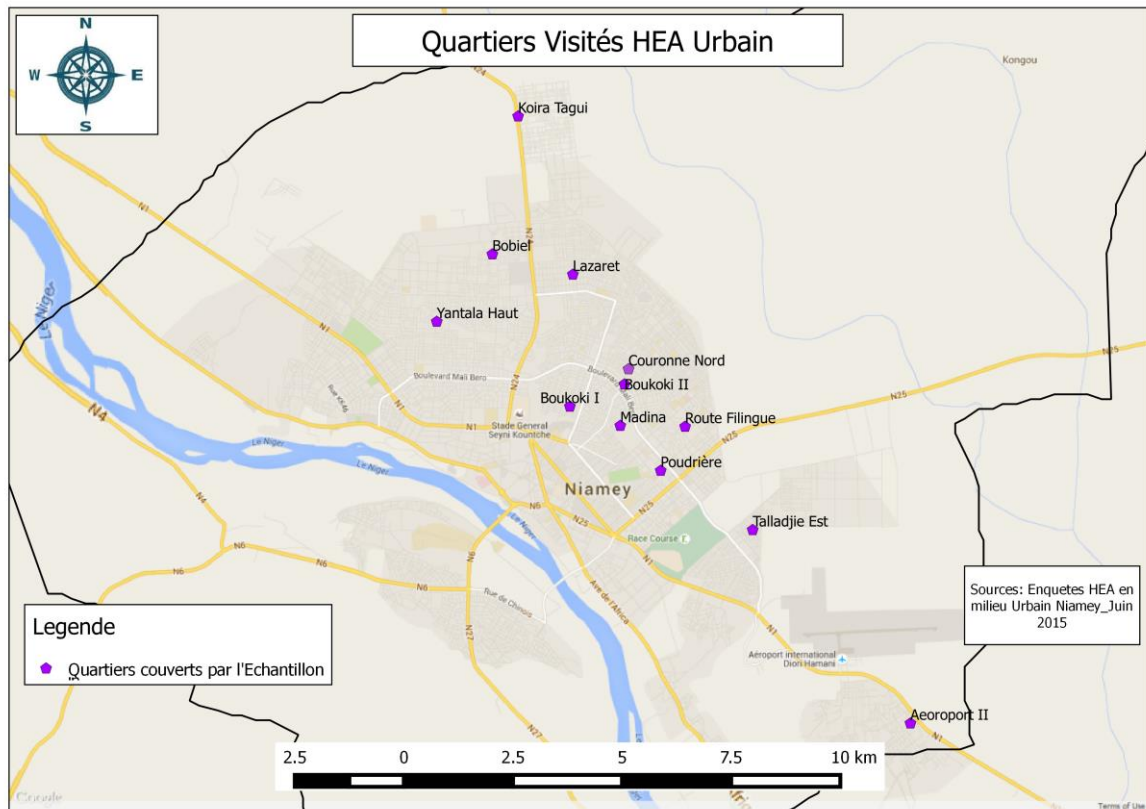


Tableau 4. Liste des quartiers visités

Equipe 1		Equipe 2 – URBAN ARK		
	Quartier	Arrondis.	Quartier	Arrondis.
1	Yantala Haut	1	Yantala Bas	1
2	Bobiel	1	Goudel	1
3	Poudrière	3	Banifandou II	3
4	Route Fillingué	4	Banizoumbou II	2
5	Talladje	4	Tourakou	2
6	Madina	3	Gaweye	3
7	Boukoki I	2	Kalley Sud	3
8	Boukoki II	2	Karadjé	5
9	Aéroport	4	Zarmagandez	5
10	Couronne Nord	3	Boukoki 4	5
11	Koira Tegui	2	Banga bana	4
12	Lazaret	2		4

## Annexe 2 – Processus terrain

Les équipes ont entrepris les étapes suivantes lors de cette étude:

**Zonage :** Un atelier de zonage de deux jours a été mené avec des représentants des 5 arrondissements de la Ville de Niamey pour définir les limites d'une zone de moyens d'existence urbaine homogène à l'intérieur de Niamey.

**Formation:** Un atelier de formation a eu lieu du 29 mai au 3 juin à Niamey. 25 participants, des agents du Système d'Alerte Précoce et des étudiants de l'Université de Niamey ont reçu une formation sur les outils de base HEA dans les milieux urbains.

**Entretiens avec les agents de l'Etat au niveau des mairies dans les d'arrondissement (formulaire 1) :** Le point d'entrée dans les zones urbaines était les officiers au niveau des 5 arrondissements. Le but de ces entretiens était d'introduire l'exercice aux les autorités locales, d'avoir leur autorisation, de préparer l'entrée dans les communautés et de valider la liste d'échantillonnage.

**Entretiens aux marchés (formulaire 2):** Six marchés ont été visités dans le cadre de l'étude. Le but de ces visites était de recueillir les prix des principaux produits de base, les unités locales de mesure pour différentes marchandises et la variation des prix à partir des marchés de concentrations vers les marchés de détail plus éloignés.

**Entretiens avec des informateurs clés des quartiers (formulaire 3) :** Des interviews en focus groupe avec les représentants des différentes communautés ont été organisées dans chacun des 24 sites sélectionnés. Le chef du quartier et les anciens résidents du quartier (hommes et femmes) ont assisté à ces entretiens dont le but était de recueillir des informations sur les principales activités économiques de la population locale, la disponibilité et l'accès aux services de santé, d'éducation ainsi que d'autres services. Les tendances saisonnières dans les activités économiques, l'accès aux marchés, la variation des prix des aliments et les données démographiques. A travers l'utilisation de définitions locales de la richesse (centrées sur les sources et les niveaux de revenu) les ménages ont été répartis en différents groupes de richesse et la proportion de ménages dans chaque groupe a été estimée. Les représentants de la communauté ont par la suite identifié les ménages de chaque groupe socioéconomique sur la base des caractéristiques d'un commun accord pour participer aux entretiens plus approfondies.

**Entretiens avec des représentants du ménage (formulaire 4):** Des groupes de discussion avec ménages représentatifs ont fourni un portrait détaillé avec chacun des stratégies de subsistance des ménages par groupe de richesse. Les entretiens ont recueilli des renseignements détaillés sur les schémas de dépenses, les sources des revenus et des nourritures. Cependant informations ont fait ressortir les différentes stratégies d'adaptation que la population développe et les aléas les plus courants qui la touchent. Des vérifications croisées tout au long de l'évaluation ont assuré un degré élevé de cohérence des données et une image crédible de l'économie des ménages.

Durant cette étude au total, 110 focus groupes de discussions de ont été menés dont un par groupe de richesse ciblé dans chacune des sites: Le travail de terrain a eu lieu du 4 au 20 Juin avec l'aide de deux équipes de terrain et deux chefs d'équipe expérimentés dans la méthodologie HEA.

**L'analyse des données:** A mi-parcours, les équipes ont effectué une analyse préliminaire des données recueillies. Le processus a consisté à développer une image de stratégies de subsistance des ménages pour les groupes de richesse respectifs, à affiner l'enquête et à se focaliser sur les questions clés émergentes et en développant une approche commune pour résoudre les problèmes et les difficultés sur le terrain. L'analyse finale des données a eu lieu du 22 au 24 juillet avec la participation de deux équipes de terrain sous l'encadrement de deux chefs d'équipe.

### Annexe 3 – Equipe

	Noms et Prénoms	Structures	Provenance	Contact
1	MALAM ASSANE MAIGARI	UAM	NIAMEY	96974758
2	MAINASSARA ZOUBEIROU	MEL	NIAMEY	96592035
3	PR TOUDOU ADAM	UAM	NIAMEY	96968468
4	ALI ZAKOU DJIBO	MEL	NIAMEY	96460886
5	GARBA BOULAMINE MOUNKAILA	UAM	NIAMEY	96499936
6	MAHAMADOU ZAROUMEY MOUSSA	UAM	NIAMEY	97222164
7	MAHAMANE M.BAHARI	CC/SAP/PC	NIAMEY	90124550
8	HASSIMOU ISSA	CC/SAP/PC	NIAMEY	98694023
9	MAHAMAN BACHIR BARMOU	CC/SAP/PC	NIAMEY	96989042
10	MAMAN SANI SOULEY	CC/SAP/PC	NIAMEY	96290030
11	MARIE ANGELIQUE FAYE	UAM	NIAMEY	98911818
12	MME RABI HAROUNA ABDOULAY	CC/SAP/PC	NIAMEY	90290717
13	TAHIROU DAN BABA KADIDIA	UAM	NIAMEY	97335745
14	TAIBOU ISSOUFOU ZEINABOU	UAM	NIAMEY	90383929
15	ZAKOU SEYBOU KADIDIATOU	UAM	NIAMEY	96561956
16	MOUTARI MAMANE SALAMATOU	UAM	NIAMEY	96577573
17	ALI MAHAMAN	UAM	NIAMEY	96129216
18	HABOU MAMANE RABIOU	UAM	NIAMEY	96440799
19	BACHIR IBRAHIM AHMADOU	UAM	NIAMEY	96937550
20	YABO OUMAROU	UAM	NIAMEY	90390670
21	MOUSSA SANOUNA	UAM	NIAMEY	91911717
22	OUMAROU HALADOU	UAM	NIAMEY	96460819
23	NOUHOU HAMIDOU	CCA	NIAMEY	98814797
24	ABDOURAMANE KADAF	SCI	NIAMEY	92195701
25	MME KEITA FANTA	MEL	NIAMEY	96552574
26	SANGARE DAOUDA TIEMAGO	CC/SAP/PC	NIAMEY	99522766
27	SANOUNA ABDOULKARIM	UAM	NIAMEY	88333332
28	KADAF ADBDOURAHAMANE	SCI	NIAMEY	
29	HALADOU YOUSOUF	UAM	NIAMEY	96460819
30	LECUMBERRI NORA	FEG	ESPAGNE	+34653784883